

Forêt vierge ou pétrole, l'ultimatum de l'Équateur

L'initiative Yasuni-ITT veut recueillir des milliards pour empêcher un forage dans le parc national

Thierry Meyer De retour de Quito

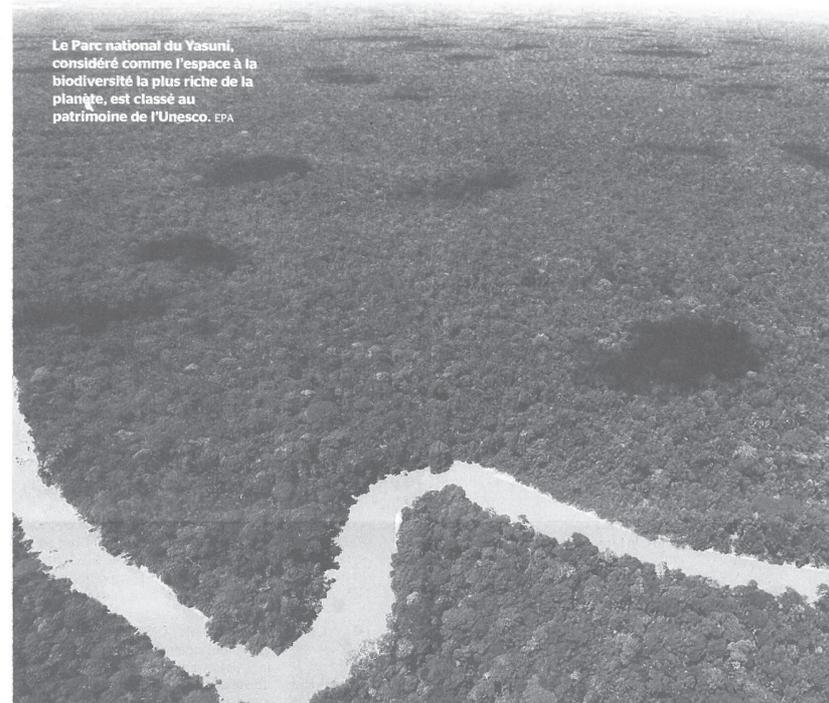
«**V**oces por el Yasuni.» Des voix pour le Yasuni. En ce jeudi soir de décembre, sur la Grande

Place de Quito, la longiligne et populeuse capitale de l'Équateur, plusieurs artistes latino-américains ont chanté pour apporter leur soutien à une initiative qui divise profondément la communauté internationale et les milieux de protection de l'environnement. Depuis 2007, le gouvernement socialiste du président Rafael Correa a fait une proposition qui tient autant du bon sens que du chantage: donnez-nous de l'argent, beaucoup d'argent, et nous renoncerons à exploiter un vaste champ pétrolier niché dans le sous-sol de la forêt amazonienne. La réponse, tant du privé que du public, est jusqu'ici mitigée, et le temps presse: Correa a fixé un délai très bref pour réunir les 100 premiers millions de dollars, et éviter qu'il ne laisse tomber l'idée. Il semblait que la barre ait été soudainement atteinte.

La biodiversité la plus riche de la planète

Mais le sursis pourrait n'être que de courte durée. Les enjeux sont énormes: le Parc national du Yasuni, 9800 km² de forêt primaire amazonienne qui jouxte la frontière du Pérou, à 250 km à l'est de Quito, est considéré par beaucoup de spécialistes comme l'espace à la biodiversité la plus riche de la planète. On y dénombre davantage d'espèces d'arbres, d'animaux aquatiques, de chauves-souris et d'insectes (plus de 100 000 par hectare) que nulle part ailleurs sur Terre.

Oiseaux et mammifères y prospèrent aussi en nombre, tout comme, dans le bassin des rivières Napo et Curaray, plusieurs tribus indigènes qui n'ont que peu de contacts avec le monde extérieur - la plus importante étant celle des Huaorani. Or, dans un triangle baptisé Ishpingo-Tiuputini-Tambococha (ITT), les sondages pétroliers ont révélé l'existence d'un champ d'hydrocarbures qui renfermerait 846 millions de barils, soit 20% des réserves prouvées d'Équateur. Une manne pour les compagnies pétrolières, mais aussi pour un petit pays dont plus de la moitié des exportations reposent sur le pétrole, et dont un tiers de la population



vit au-dessous du seuil de pauvreté. Même s'il n'en a ni la rhétorique fleurie ni le culte de la personnalité, Rafael Correa est proche de la sensibilité populiste de gauche d'un Hugo Chávez (Venezuela) ou d'un Evo Morales (Bolivie). Socialiste à poigne (Quito est parcourue de policiers et la presse sagement tenue en laisse), Correa ne manque pas d'arguments dans ce dossier: il estime que ce n'est pas à son pays, et donc à sa population, de renoncer seul à des richesses et de faire les frais de la lutte contre le réchauffement climatique, et pour la préservation de la nature. Sauver la planète est l'affaire de tous, et la communauté internationale a

une responsabilité financière à aider les pays en développement à y participer.

Le Yasuni ayant été classé au patrimoine de l'Unesco, le président équatorien propose que la communauté internationale finance un fonds, lancé en août 2010 et contrôlé par les Nations Unies, à raison, au minimum, de 3,6 milliards de dollars (3,38 milliards de francs) sur douze ans. Soit la moitié de la valeur marchande du pétrole qui serait extrait du champ ITT.

L'argent ainsi récolté serait investi, sous surveillance du fonds, dans des projets de reconversion énergétique vers le renouvelable, et de soutien aux popula-

tions indigènes de l'Amazonie équatorienne.

Un projet fantastique, n'est-ce pas? Sauf que la réalité apporte quelques nuances dérangeantes, qui font douter de la pleine sincérité du gouvernement équatorien. En effet, Correa a soufflé le chaud et le froid autour de l'exploitation pétrolière en Amazonie, qui existe déjà et qui s'est même développée aux orées du parc ces dernières années. La stabilité politique en Équateur rebute aussi les investisseurs potentiels du fonds. Si Correa est en place depuis bientôt cinq ans, la décennie précédente a été chaotique: sept présidents et deux Constitutions,

rappelle le magazine *Time*, qui soulignait récemment que Correa a été victime d'une tentative de coup d'État l'an dernier. Titre du reportage de l'influent hebdomadaire américain: «La forêt vierge pour rançon». Les problèmes de l'initiative Yasuni-ITT proviennent encore des standards qui la régissent: il n'y en a pas. Elle ne s'inscrit pas dans les mécanismes internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre mis au point par l'ONU. Résultat, les 410 millions de tonnes de CO₂ qui ne pollueraient pas notre atmosphère en restant confinés dans le sous-sol équatorien, pourraient très bien être libérés juste à côté, par un accroissement de l'exploitation d'autres champs.

La crise financière mondiale s'est encore ajoutée à ces soucis intrinsèques: l'environnement a repassé au deuxième plan des préoccupations, et les États n'ont plus de sous pour s'engager dans ce type de proposition novatrice. Même la Norvège, pays producteur de pétrole qui soutient des programmes contre la déforestation au Brésil et en Indonésie, a renoncé à alimenter le fonds Yasuni-ITT.

DiCaprio et Norton

D'autres y croient. Dans le monde entier, des ONG, des associations et des entités publiques se sont engagées. Le gouvernement régional de Wallonie (Belgique), par exemple, a déboursé 300 000 euros, et pourrait rajouter 1,2 million d'euros avant la fin de cette année. Des personnalités soutiennent activement l'initiative Yasuni-ITT, comme les acteurs américains Leonardo DiCaprio et Edward Norton - ce dernier finance aussi, entre autres, une réserve massai qui promeut l'écotourisme au Kenya.

L'argent pourrait venir encore d'une autre source, mais l'éventualité et la date restent aléatoires: une décision judiciaire. En effet, la compagnie pétrolière américaine Textracto, propriété de Chevron, fait l'objet d'une poursuite pour 27 milliards de dollars, demandés en compensation des dommages causés depuis les années 1970 par ses exploitations dans la forêt amazonienne d'Équateur.

La preuve, en fin de compte, que la proposition de Rafael Correa, avec tous ses défauts, mérite mieux que l'intérêt poli qu'elle a reçu jusqu'ici. Il en va de la sauvegarde d'une des régions les plus riches en vie de notre planète.